



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

EB.AIR/WG.5/71
11 février 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

ORGANE EXÉCUTIF DE LA CONVENTION
SUR LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE
TRANSFRONTIÈRE À LONGUE DISTANCE

Groupe de travail des stratégies et de l'examen
(Réunion des chefs de délégation, 25-26 avril 2002)

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA RÉUNION DES CHEFS DE DÉLÉGATION

qui se tiendra au Palais des Nations à Genève
et s'ouvrira le jeudi 25 avril 2002 à 15 heures

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Projets d'instruments juridiques sur le financement des activités de base.
3. Questions diverses.

Les documents établis sous les auspices ou à la demande de l'Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance aux fins d'une distribution GÉNÉRALE doivent être considérés comme provisoires tant qu'ils n'ont pas été APPROUVÉS par l'Organe exécutif.

NOTES EXPLICATIVES

Point 1: Adoption de l'ordre du jour

Les chefs de délégation doivent adopter l'ordre du jour de la réunion.

Point 2: Projets d'instruments juridiques sur le financement des activités de base

À sa dix-neuvième session, l'Organe exécutif a examiné les résultats des travaux menés par le Groupe de travail des stratégies et de l'examen à sa trente-troisième session (EB.AIR/WG.5/70) relatifs au financement des activités de base. À la lumière des débats, l'Organe exécutif (ECE/EB.AIR/75 par. 18):

- a) A pris note du rapport de la trente-troisième session du Groupe de travail des stratégies et de l'examen (EB.AIR/WG.5/70) et du rapport de la Réunion des chefs de délégation (EB.AIR/WG.5/68);
- b) A pris note, en particulier, de l'avant-projet de protocole contenu dans le Rapport du Groupe de travail (EB.AIR/WG.5/70, annexe I) et de l'avant-projet de texte devant figurer dans une décision que l'Organe exécutif prendra au moment de l'adoption du protocole (EB.AIR/WG.5/70, annexe II);
- c) A décidé d'achever ses travaux sur le financement à long terme des activités de base à sa vingtième session et d'élaborer une contribution sur ce sujet pour la Conférence ministérielle «L'environnement pour l'Europe» qui doit se tenir à Kiev en mai 2003;
- d) A demandé au Groupe de travail des stratégies et de l'examen de finaliser le projet de protocole en résolvant les quelques problèmes encore en suspens et d'élaborer, à titre de solution alternative, une décision et recommandation qui faciliterait le financement volontaire et proposerait des moyens de notifier et de comptabiliser les contributions;
- e) A demandé en outre au Groupe de travail de tenir une réunion des chefs de délégation sur ces questions au printemps 2002 et a prié le secrétariat d'établir, en consultation avec le Président du Groupe de travail et la délégation du Royaume-Uni, un projet de texte à soumettre à cette réunion.

Dans la Déclaration ministérielle de Göteborg (par. 10), les Parties ont reconnu que les activités de base menées au titre de la Convention doivent bénéficier d'un financement suffisant si l'on veut que les Protocoles soient dûment appliqués et que de nouvelles mesures de réduction d'un rapport coût-efficacité optimal soient mises au point. Dans ce but, elles ont demandé l'élaboration d'un mécanisme de financement stable et durable, préservant les possibilités de contributions en nature et prévoyant la coordination internationale des activités relatives aux effets sur la santé et les écosystèmes et à l'établissement de modèles d'évaluation intégrés, par exemple au moyen d'un élargissement approprié du champ d'application du Protocole d'EMEP.

Un amendement au projet de protocole est proposé comme base de discussion dans l'annexe I au présent document. Un texte pour la négociation d'un projet de décision est contenu dans l'annexe II.

Point 3: Questions diverses

Au moment de l'établissement de la présente note, le secrétariat n'avait aucune question à proposer au titre de ce point de l'ordre du jour.

Pour pouvoir accéder plus facilement au Palais des Nations, les membres des délégations qui ne sont pas munis d'une plaque d'identité en cours de validité doivent s'inscrire auprès du secrétariat avant le 10 avril. La formule d'inscription ainsi que les instructions à suivre pour la remplir sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante: www.unece.org/env/wgs.

Annexe I

PROPOSITION D'AMENDEMENT À L'AVANT-PROJET DE PROTOCOLE

(EB.AIR/WG.5/70, ANNEXE I)*

Article 4 *bis*

Comptabilisation des contributions

Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe présente pour examen aux Parties réunies dans le cadre de l'Organe exécutif, à chaque session annuelle de celui-ci, une liste des contributions, obligatoires et volontaires, en espèces ou en nature, versées au cours de l'exercice financier précédent pour faire face aux dépenses liées aux activités de base. Le Secrétaire exécutif établit la liste des contributions en nature faites à un centre international désigné en se fondant sur les informations fournies au secrétariat par la Partie contributive et par le centre recevant la contribution.

* Établi par le secrétariat en consultation avec le Président du Groupe de travail et la délégation du Royaume-Uni.

Annexe IITEXTE POUR LA NÉGOCIATION D'UN PROJET DE DÉCISION
SUR LE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS DE BASE*

L'Organe exécutif,

Notant que ni la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance ni aucun de ses Protocoles à une exception près ne contiennent de disposition relative au financement à long terme des activités de base,

Rappelant qu'en 1984, les Parties ont adopté un protocole à la Convention de 1979 qui prévoit le financement à long terme du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP),

Considérant que, dans la Déclaration ministérielle de Göteborg de 1999, il est noté que la bonne application de la Convention et de ses Protocoles nécessite des modalités de financement à long terme stables pour les activités de base prévues dans ces instruments,

Convaincu qu'il est nécessaire de prendre des dispositions appropriées en la matière,

Décide que:

1. Aux fins de la présente décision,

a) On entend par «Convention» la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, qui a été adoptée le 13 novembre 1979 et est entrée en vigueur le 16 mars 1983;

b) On entend par «Organe exécutif» l'Organe exécutif de la Convention, constitué en application du paragraphe 1 de l'article 10 de la Convention;

c) On entend par «EMEP» le Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe;

d) On entend par «exercice financier» l'exercice financier de l'Organisation des Nations Unies, et l'expression «budget annuel» est interprétée en conséquence;

e) On entend par «Fonds général d'affectation spéciale» le Fonds général d'affectation spéciale pour le financement de l'application de la Convention, qui a été créé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies;

* Établi par le secrétariat en consultation avec le Président du Groupe de travail et la délégation du Royaume-Uni sur la base d'un projet de décision précédent (EB.AIR/WG.5/2000/3), compte tenu des modifications qui ont été apportées depuis au texte de l'avant-projet de protocole.

f) On entend par «centres internationaux désignés» les centres internationaux de coordination des activités relatives aux effets et des travaux consacrés à l'établissement de modèles d'évaluation intégrée découlant de la Convention qui sont indiqués à l'appendice I ci-après;

g) On entend par «dépenses liées aux activités de base» les dépenses de coordination internationale des activités relatives aux effets sur la santé, les matériaux et les écosystèmes ainsi que des travaux consacrés à l'établissement de modèles d'évaluation intégrée à entreprendre dans les centres internationaux désignés qui sont couvertes par le plan de travail adopté par l'Organe exécutif, à l'exception des dépenses couvertes par le Protocole EMEP;

h) On entend par «contributions en nature» les contributions faites directement par les Parties à un centre international désigné aux fins de travaux liés aux activités de base, ainsi que les autres contributions considérées dans les décisions des Parties, réunies dans le cadre de l'Organe exécutif, comme étant des contributions en nature aux fins de la présente décision.

2. L'Organe exécutif adopte par consensus un budget annuel pour couvrir les dépenses liées aux activités de base, et ce avant le début de l'exercice financier correspondant, et le total des budgets provisoires pour chacun des deux exercices financiers suivants est établi en même temps.

3. Les dépenses liées aux activités de base indiquées dans le budget annuel sont financées par des contributions en espèces et/ou en nature de toute Partie à la Convention ou de tout Signataire de cet instrument ainsi que, sur la recommandation du Groupe de travail des effets ou de l'Organe directeur de l'EMEP et sous réserve de l'approbation de l'Organe exécutif, par tout autre pays, organisation ou particulier qui souhaite contribuer au financement des activités de base.

4. Toutes les contributions en espèces sont versées au compte du Fonds général d'affectation spéciale.

5. Les contributions visées au paragraphe 3 devraient être déterminées conformément au barème des contributions qui figure à l'appendice II ci-dessous.

6. Le secrétariat présente pour examen à l'Organe exécutif à chaque session annuelle une liste des contributions, en espèces ou en nature, versées au cours de l'exercice financier précédent pour faire face aux dépenses liées aux activités de base menées au titre de la Convention et de ses Protocoles. Le secrétariat établit la liste des contributions en nature faites à un centre international désigné en se fondant sur les informations qui lui sont fournies par la Partie contributive et par le centre recevant la contribution.

Appendice I

CENTRES INTERNATIONAUX DÉSIGNÉS

Centre de coordination du Programme international concerté relatif aux effets de la pollution atmosphérique sur la végétation naturelle et les cultures:

*au Centre for Ecology and Hydrology,
Bangor, Pays de Galles (Royaume-Uni).*

Centre du Programme international concerté de surveillance intégrée des effets de la pollution atmosphérique sur les écosystèmes:

*à l'Institut finlandais de l'environnement,
Helsinki (Finlande).*

Centre de coordination principal du Programme international concerté d'évaluation et de surveillance des effets de la pollution atmosphérique sur les forêts:

*au Centre fédéral de recherche sur la foresterie et les produits forestiers,
Hambourg (Allemagne).*

Centre du Programme international concerté d'évaluation et de surveillance de l'acidification des cours d'eau et des lacs:

*à l'Institut norvégien de recherche sur l'eau,
Oslo (Norvège).*

Centre de recherche principal du Programme international concerté relatif aux effets de la pollution atmosphérique sur les matériaux, y compris ceux des monuments historiques et culturels:

*à l'Institut suédois de la corrosion,
Stockholm (Suède).*

Centre de coordination pour les effets, Programme international concerté de modélisation et de cartographie:

*à l'Institut national de la santé publique et de l'environnement,
Bilthoven (Pays-Bas).*

Centre pour les modèles d'évaluation intégrée, Équipe spéciale des modèles d'évaluation intégrée:

*à l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués,
Laxenbourg (Autriche).*

[Centre d'étude des effets de la pollution atmosphérique sur la santé
au Centre européen pour l'environnement et la santé de l'OMS à Bonn (Allemagne).]

Appendice II

BARÈME DES CONTRIBUTIONS

Le présent barème de contributions est celui dont il est question au paragraphe 5.

Parties^a	Pourcentage
Arménie	0,005
Bélarus	0,044
Bosnie-Herzégovine	0,009
Bulgarie	0,030
Croatie	0,090
Chypre	0,088
République tchèque	0,437
Estonie	0,023
Géorgie	0,012
Hongrie	0,280
Islande	0,076
Kazakhstan	0,067
Kirghizistan	0,002
Lettonie	0,023
Liechtenstein	0,014
Lituanie	0,039
Malte	0,035
Monaco	0,009
Norvège	1,503
Pologne	0,817
République de Moldova	0,005
Roumanie	0,136
Fédération de Russie	[2,776]
Slovaquie	0,099
Slovénie	0,187
Suisse	2,947
ex-République yougoslave de Macédoine	0,014
Turquie	1,025
Ukraine	0,123
Yougoslavie	0,046
Autriche	2,202
Belgique	2,628
Danemark	1,742
Finlande	1,214
France	15,042
Allemagne	22,726
Grèce	1,254
Irlande	0,685
Italie	11,783
Luxembourg	0,185
Pays-Bas	4,043
Portugal	1,076
Espagne	5,861
Suède	2,389
Royaume-Uni	12,879
Communauté européenne	3,33

^a Canada et États-Unis d'Amérique: contributions volontaires.